

Le budget—M. Fontaine

site proposé pour la construction de l'aéroport de Pickering.

Ma question se rapporte à ces terrains et à une recommandation très valable du député. Il a proposé que nous examinions la possibilité de déménager la base de Downsview à Barrie. Nous avons entendu dire ici que cette base doit rester dans la région de Toronto.

J'ai donc une proposition à faire au député et j'aimerais qu'il me dise ce qu'il en pense. Le gouvernement fédéral possède des terrains d'une superficie considérable dans ma circonscription. Nous construisons beaucoup de logements dans la région et n'avons donc pas de problèmes sur ce plan. Nous pourrions donc déménager la base de Downsview sur les terrains de l'aéroport dans ma circonscription. Le député a proposé que nous utilisions une partie des recettes provenant de la vente des terrains à Downsview pour venir en aide aux autres bases des Forces canadiennes. J'approuve cette proposition.

Le député serait-il prêt à aller encore plus loin? Sa région souffre d'une crise du logement, laquelle est attribuable au fait que les gens veulent aller s'établir à Toronto pour y trouver de véritables emplois. Serait-il prêt à recommander à la société de Havilland de déménager dans l'île-du-Prince-Édouard ou dans la région de Portage-Interlake pour créer des emplois dans les régions du Canada, de véritables emplois qui inciteraient les habitants des régions à y demeurer? Cela contribuerait à résoudre la crise du logement de la région du député. Cela contribuerait à résoudre le problème du chômage. Cela contribuerait à résoudre le problème du gouvernement en maintenant la base des Forces canadiennes dans la région de Toronto.

M. Kaplan: Monsieur le Président, nous avons une économie extrêmement prospère dans la région de Toronto. Elle est dynamique et très durable. J'aimerais certes encourager la société de Havilland, qui appartient maintenant à la société américaine Boeing, à accroître ses activités d'un bout à l'autre du pays. Je me suis réjoui de voir la société Magna International, une grande entreprise torontoise, répondre aux avantages économiques offerts dans l'île du Cap-Breton. Elle y a créé des emplois et établi une infrastructure technique qui aura sûrement beaucoup de bons effets d'entraînement. J'encouragerais certainement le gouvernement à offrir dans l'Île-du-Prince-Édouard le genre de programmes qu'il a offerts au Cap-Breton. Ce sont des programmes qui suscitent de l'intérêt dans le secteur privé.

Je ne considère cependant pas la base militaire de Summerside de la même façon que le député. Il a semblé laisser entendre qu'un emploi à l'usine de Havilland est un véritable emploi—c'est l'expression qu'il a employée. D'après ce qu'il a dit, un emploi exercé pour le ministère de la Défense nationale à Summerside ne serait pas un véritable emploi. Or, c'en est un, et un emploi important.

Le mandat donné à la base militaire de Summerside est relié à son emplacement. Elle a une mission de recherche et de sauvetage et de patrouille de l'Atlantique Nord. Qu'est-ce qui conviendrait davantage à une base établie dans l'île-du-Prince-Édouard?

Le député devrait réfléchir encore, tout comme beaucoup de conservateurs, à la proposition voulant que les emplois dans le secteur privé soient de véritables emplois et les emplois dans le secteur public, non. On ne me fera pas avaler ça. Ce n'est pas ainsi que notre pays est constitué.

[Français]

M. le vice-président: Nous allons poursuivre le débat avec l'honorable député de Lévis (M. Fontaine).

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, il me fait plaisir aujourd'hui de vous faire part moi aussi des commentaires sur le discours du Budget du ministre des Finances.

Un discours sur le Budget, c'est une description des services que le gouvernement du Canada entend mettre à la disposition des Canadiens et des Canadiennes, et c'est aussi la description des revenus qui vont être nécessaires pour payer la distribution de ces services-là. Depuis des années, le gouvernement canadien a mis à la disposition des Canadiens des services, mais sous le régime Trudeau, qui s'était présenté sous l'étiquette libérale mais qui, dans le fond de lui-même, était un idéaliste et un socialiste, il avait décidé et il l'a fait pendant 20 ans, avec le concours des deux partis de l'opposition. . . Pendant 20 ans on a distribué aux Canadiens, on leur a offert des services et à chaque élection on a augmenté les promesses sur la quantité des services à venir, mais en empruntant des choses qu'il avait fait payer par des gens qui, au moment où les promesses étaient faites, ne payaient pas, des gens qui n'étaient pas nés, dans certains cas des adolescents qui, aujourd'hui, qui demain, et qui dans 30 ans, devront encore payer les dettes des libéraux, soutenus par les socialistes.

Ces dettes-là, aujourd'hui, monsieur le Président, se chiffrent à 320 milliards de dollars. Cela a été le point marquant dans l'élaboration de notre discours du Budget. Comment vivre avec une dette de 320 milliards de dollars? Comment vivre avec des intérêts qui coûtent aux Canadiens, à chaque heure, 3 millions de dollars, qui coûtent aux Canadiens, à chaque journée, 80 millions de dollars? Comment vivre avec des intérêts qui coûtent à chaque Canadien 1 300\$ par année, qui coûtent à chaque famille 5 000\$ d'intérêt par année? Il en coûte 5 000\$ à chaque famille du Canada. Il en coûte 400\$ par mois à chaque famille canadienne pour payer l'intérêt sur les services qui ont été offerts par le gouvernement libéral, associé aux socialistes, au cours des 20 dernières années, tout cela pour se faire élire à chaque quatre ans!